

DECLARATION COMMUNE

DU PRESIDENT DU DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE,
DU PRESIDENT DE TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE,
ET DE TOUS LES PRESIDENTS DE COMMUNAUTES DE COMMUNES

Contre le projet actuel de fermeture des trésoreries municipales par l'Etat.

La réorganisation du réseau des trésoreries municipales est en cours de préparation dans le cadre du projet de réforme Action Publique 2022 dit « CAP22 » lancé par le Gouvernement en 2017.

Pour notre Département, la Direction Générale des Finances Publiques d'Indre-et-Loire prévoit la fermeture de toutes les trésoreries de proximité (13) et le regroupement de leurs fonctions au sein de trois trésoreries : Tours, Chinon et Loches.

Cela constitue une vraie perte de proximité et demandera, dans certains cas, à se déplacer à plus de 50 km pour avoir un rendez-vous physique ; alors même que la proximité entre la commune et la trésorerie permet de nouer un contact direct avec le Trésorier principal ce qui facilite les relations et le suivi comptable.

Cette réforme s'inscrit dans le cadre de la dématérialisation toujours plus importante des procédures qui, si elle facilite la vie de nombreux usagers, anonymise les relations et peut être un véritable facteur d'exclusion pour une partie de notre population.

A moyen terme, l'information des usagers serait transférée dans les Maisons de Services Au Public (MSAP), rebaptisées pour l'occasion Maison France Services selon l'annonce de Monsieur le Président de la République.

Ces mesures auront pour conséquence de priver les usagers d'un service de proximité et de surcharger les MSAP qui n'ont pas les compétences techniques et organisationnelles pour assurer de nouvelles missions, et dont le financement annoncé par l'Etat ne nous semble pas assuré dans la durée.

Partenaire des collectivités, rendant un service de proximité aux usagers, ces services de l'Etat ne peuvent pas quitter les territoires. Il n'apparaît pas dès lors comme pertinent que les Maisons de Services au Public soient le palliatif à un service nécessaire à nos populations.

Les Présidents, réunis le 03 juillet 2019, à l'initiative de Monsieur le Président du Conseil départemental, regrettent que ce projet n'ait fait l'objet d'aucune concertation préalable et de n'en avoir eu connaissance préalablement qu'au travers l'article de la Nouvelle République du 18 juin 2019.

Cette réforme, si elle est menée à son terme, va à l'encontre d'une revendication maintes fois exprimée durant le Grand Débat de proximité des services publics. Il s'agit d'une nouvelle étape vers la désertification des territoires en matière de services publics.

De ce fait, Les Présidents du Département et des intercommunalités d'Indre-et-Loire rejettent unanimement ce projet actuel de fermeture de lieux d'accueil de la DDFIP d'Indre-et-Loire et demandent qu'une réelle concertation s'engage.

Le Président du Conseil Départemental



Jean-Gérard PAUMIER

Le Président de « Tours Métropole Val de Loire »



Philippe BRIAND

La Présidente de « Bléré Val de Cher »



Jocelyne COCHIN

Le Président de « Touraine Est Vallées »



Pierre DOURTHE

Le Président du « Castelrenaudais »



Jean-Pierre GASCHET

Le Président de « Gâtines et Choisille – Pays de Racan »



Antoine TRYSTRAM

Le Président de « Touraine Ouest Val de Loire »



Xavier DUPONT

Le Président de « Chinon Vienne et Loire »



Jean-Luc DUPONT

Le Président de « Touraine Vallée de l'Indre »



Alain ESNAULT

Le Président de « Touraine Val de Vienne »



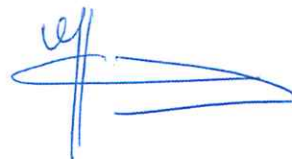
Christian PIMBERT

Le Président du « Val d'Amboise »



Claude VERNE

Le Président de « Loches Sud Touraine »



Gérard HENAULT